

# MINUSCA

en action 

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 070 | DU 16 au 31 Mai 2018



**COMPRENDRE LA SITUATION  
SECURITAIRE SUR LE TERRAIN  
POUR UNE MEILLEURE  
PRISE DE DECISION**

Photo UN / MINUSCA / IMAGE D'ARCHIVES

<https://minusca.unmissions.org>

 MINUSCA

 UN\_CAR

 UNMINUSCA

**3** COMPRENDRE LA SITUATION SECURITAIRE SUR LE TERRAIN POUR UNE MEILLEURE PRISE DE DECISION

**4** RELEVER LE DEFI DE LA MOBILITÉ POUR FACILITER L'ACCES AUX POPULATIONS

**4** G5+ ET PARTIS POLITIQUES PARTAGENT LEURS LECTURES DE LA SITUATION SÉCURITAIRE

**5** « BAMBARI SERA DÉBARRASSÉE DES GROUPES ARMÉS PAR TOUS LES MOYENS », PROMET LE COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MINUSCA

**6** FEMMES ET ENFANTS, VICTIMES RECURRENTES DES VIOLENCES SEXUELLES ET D'ENRÔLEMENT DANS LES GROUPES ARMÉS

**7** UNE CAMPAGNE CONTRE LES MESSAGES DE HAINE EN RCA

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

**Hervé Verhoosel**

RÉDACTRICE EN CHEF :

**Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou**

EQUIPE RÉDACTIONNELLE :

**Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta**

PHOTOGRAPHIE :

**Herve Serefio**

MISE EN PAGE :

**Francis Yabendji-Yoga**

WEBMASTER

**Dany Balepe**

PRODUCTION :

Division de Communication

Stratégique et d'Information Publique MINUSCA

MAI 2018

# GUIRA 93.3 FM



Bangui | Bangassou | Obo | Bria | Kaga-Bandoro | Bambari  
Bossangoa | Bouar | Paoua | Ndele | Birao | Berberati



## COMPRENDRE LA SITUATION SECURITAIRE SUR LE TERRAIN POUR UNE MEILLEURE PRISE DE DECISION



UN photo /MINUSCA/ Archives

C'est dans l'objectif d'optimiser l'analyse de la situation sécuritaire, renforcer les capacités dans le sens d'un fonctionnement plus efficient de la Force, et procurer davantage de lignes directrices pour une meilleure protection des civils, que s'est tenue, du 31 mai au 1er juin 2018 à la base logistique de la MINUSCA, la deuxième conférence du commandement des observateurs militaires de la Mission. La réunion a été présidée par le Commandant Force, le Général Balla Keita, en présence de son adjoint, le Général Daniel Sidiki Traoré, de tous les chefs d'équipes, des représentants des cellules de

coordination dans les secteurs et de tous les autres cadres militaires affectés dans les missions d'observation sur le terrain.

Les commandants ont passé en revue leurs compréhensions respectives des défis sécuritaires dans les différentes zones sous leur responsabilité, et fait également une lecture plus globale des impacts au plan national. Ce qui a permis, selon le General Keita « d'aider la Mission à mieux comprendre ce qui se passe sur le terrain et nous aider à prendre les bonnes décisions » stratégiques et opérationnelles. À terme, il s'agit « d'améliorer leur efficacité sur le terrain. Ils font un bon travail, mais vous avez pu observer que nous sommes confrontés a

beaucoup de défis dans ce pays. Pour que nous soyons efficaces, il faut que nos observateurs soient efficaces », a-t-il soutenu à l'ouverture des travaux.

Au nombre de 135 dont sept femmes, les observateurs militaires de la MINUSCA sont activement impliqués dans la collecte d'informations pouvant révéler les menaces qui pèsent sur les populations civiles, ainsi que sur les activités des groupes armés et les violations des droits humains.

La première conférence du Commandement des observateurs militaires de la MINUSCA s'était tenue les 4 et 5 octobre 2017. ■

## FAIRE FACE AUX DEFIS ROUTIERS POUR FACILITER LES DEPLACEMENTS DE LA POPULATION

Les déplacements de Bangui vers l'intérieur de la Centrafrique constituent l'un des principaux défis auxquelles est confrontée la MINUSCA dans la mise en œuvre de son mandat. Les différentes unités emmenées à se rendre dans l'arrière-pays éprouvent de réelles difficultés à mener leurs activités du fait de l'état défaillant des routes. C'est à cet effet que la Mission a fait un point ce 23 mai 2018 sur l'impact des différentes infrastructures de transports sur les convois logistiques, depuis la capitale vers ses 11 bureaux régionaux.

Il ressort qu'il est moins pénible de circuler dans certains axes tels que la Route Nationale 1 (RN1) qui part du nord de la capitale centrafricaine à Moundou (Tchad), en passant par Bossangoa. Mais la Centrafrique étant vaste, nombre de routes et de pistes sont délabrées. A cela il faut rajouter l'insuffisance des ponts. Tout ceci ralenti considérablement les opérations logistiques de la Mission. L'est du pays est la partie la plus affectée, surtout en saison pluvieuse. Ainsi, pour parcourir les 700 km qui séparent Bangui de Bangassou qui est l'une des plus importantes villes de cette partie du pays, il faut compter en moyenne 14 jours en saison de pluie au lieu de sept en saison sèche. Les chiffres de la Mission indiquent que s'il est possible de se rendre à Birao, située nord-est en 13 jours pendant la saison sèche, la ville reste pratiquement inaccessible en saison de pluvieuse.

Pour faire face à ces difficultés logistiques, les compagnies de Génie de la Force de la MINUSCA « œuvrent régulièrement pour réhabiliter les routes et arranger les ponts pour faciliter la circulation [...] c'est un travail pour permettre à la MINUSCA mais aussi aux autorités et à la population centrafricaine de se déplacer », fait savoir l'officier au centre de soutien de la Mission, Paulo Martins. Ce dernier a rajouté que le recours aux avions pour l'acheminement des équipements ne peut être une alternative vu la taille des pistes des aérodromes. « Nous ne pouvons que transporter des quantités très limitées », reconnaît-il. ■

## G5+ ET PARTIS POLITIQUES PARTAGENT LEURS LECTURES DE LA SITUATION SÉCURITAIRE

Le quartier général de la MINUSCA a servi de cadre, le 18 mai 2018, à une rencontre entre les leaders des partis politiques centrafricains et les membres du Groupe des cinq Plus (G5+) composé des chefs de la MINUSCA, de l'Union européenne (UE), de l'Union africaine (UA), de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), de l'ambassade de France et de celle de la Banque mondiale. Y ont aussi pris part le Commandant de la Force, le Général Balla Keita, et le commissaire de la Police, le Général de brigade Roland Zamora, entre autres.

Ces échanges avaient pour objectif de permettre aux interlocuteurs de partager leurs lectures respectives de la situation sécuritaire qui prévaut dans le pays ainsi que les actions de réponse de la MINUSCA et des forces de défense et de sécurité intérieure, et d'autres partenaires dont le Panel des facilitateurs de l'Union africaine. Il s'est également agi de faire des propositions.

L'un après l'autre, les acteurs politiques ont égrené leurs préoccupations, relatives principalement aux velléités guerrières des groupes armés, à la porosité frontalière, à la présence de mercenaires sur le sol centrafricain, la col-

laboration entre la MINUSCA et les forces de défense et de sécurité intérieure, etc. D'aucuns ont aussi inscrit dans les pistes de solutions durables l'importance d'interroger les causes profondes de la crise, le contrôle des ressources du pays et le rôle de certains pays voisins dans la présente crise.

En sa qualité du président du Panel des facilitateurs de l'Union africaine, l'ambassadeur Moussa Nebie a reprécisé l'esprit de l'Initiative africaine et les actions déjà entreprises dans ce cadre. Il s'agit, en l'occurrence, des échanges réguliers avec des groupes armés, des membres de la société civile, des associations de jeunes, de femmes, etc., aux fins de recueillir leurs revendications pour le futur dialogue, le but de cet exercice étant de mettre durablement fin à une violence persistante.

Au nom du G5+, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies a tenu à donner trois garanties : « Nous ne permettrons aucun changement brutal des institutions de ce pays [...] Nous n'accepterons aucune partition du pays [...] et nous sommes à l'œuvre pour prévenir les tueries afin qu'elles se produisent le moins possible désormais ». Et de préciser que la Centrafrique est inscrite dans un processus de refondation avec l'appui de tous les partenaires. ■

## « BAMBARI SERA DÉBARRASSÉE DES GROUPES ARMÉS PAR TOUS LES MOYENS », PROMET LE COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MINUSCA

En proie à une nouvelle vague de violences, la ville de Bambari a accueilli, le 21 mai 2018, la visite du Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général Balla Keita.

Avec ses différents interlocuteurs, notamment les autorités préfectorales et militaires, les organisations humanitaires et les leaders des groupes armés Anti-balaka et l'Union pour la Paix en Centrafrique (UPC), le Général Keita s'est voulu ferme : « Bambari doit sans délais redevenir une ville sans groupes armés et la MINUSCA, en appui aux forces gouvernementales, emploiera tous les moyens dont elle dispose pour rétablir la sécurité dans cette ville », a-t-il martelé d'emblée.

Lors des échanges, les autorités préfectorales et les acteurs humanitaires, ont déploré la brutale détérioration de la situation sécuritaire qui a occasionné de nombreuses pertes en vies humaines, le déplacement forcé de plus de 20.000 personnes et la multiplication des actes de pillages des biens des personnes et des ONGs humanitaires. « Ces violences ont anéanti tous les efforts de réconciliation et de relèvement socio-économique qui avaient été entrepris par tous les partenaires nationaux et internationaux de relance et de développement en appui au Gouvernement. Aujourd'hui, tout est pratiquement à reconstruire », a

regretté le Préfet de la Ouaka, Victor Bissekoin, qui a également ailleurs plaidé pour l'envoi de troupes supplémentaires dans la ville.

En réponse, le Commandant de la Force de la MINUSCA a rassuré sur le déploiement en cours à Bambari de forces onusiennes additionnelles afin de renforcer davantage la sécurité et veiller à faire respecter le principe de Bambari sans groupes armés. À l'endroit des autorités préfectorales et autres leaders communautaires, le Général Keita a insisté sur leur rôle dans la relance du dialogue entre les communautés et la lutte contre les manipulations : « dialoguez avec toutes les communautés sans exclusive et sensibilisez-les pour qu'elles comprennent la nécessité de ne plus se laisser manipuler car lorsque les violences éclatent, ce sont ces mêmes populations civiles qui paient le plus lourd tribut », a-t-il invité.

S'adressant aux leaders des groupes armés, le Commandant de la MINUSCA a été clair : « Bambari ville sans groupes armés étant un principe non-négociable, la MINUSCA, en appui au gouvernement, exige de tous les groupes armés qu'ils quittent immédiatement la ville. Aucun groupe armé ne ramènera en arrière cette ville, vitrine de la restauration de l'autorité de l'État. » ■



## BREVE

**La MINUSCA a salué la prestation de serment, le 22 mai 2018, de six officiers de police judiciaire (OPJ), rendant désormais opérationnelle l'Unité spéciale de police judiciaire bras opérationnel de la Cour pénale spéciale en matière d'enquête. Cette prestation de serment coïncide avec l'examen par la Commission des lois de l'Assemblée Nationale, du projet de Règlement de procédure et de preuve de la CPS transmis au Parlement, révèle un progrès dont se réjouit la Mission.**

# FEMMES ET ENFANTS, VICTIMES RECURRENTEDES VIOLENCES SEXUELLES ET D'ENRÔLEMENT DANS LES GROUPES ARMES



« L'absence de l'autorité de l'État dans certaines zones, le manque ou le mauvais état des infrastructures, les facteurs culturels tels que les règlements à l'amiable ou encore les mouvements des populations figurent au chapitre des défis » de la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits notamment sur les femmes et les enfants. C'est le triste constat qui ressort de la présentation de la situation des droits de l'homme au corps diplomatique accrédité en Centrafrique, ce 30 mai 2018, présentation faite par la Division des droits de l'homme de la Minusca.

Ce sont plus de 1.434 cas de violation des droits de l'homme qui ont été ainsi documentés entre janvier et mai 2018. Les pics d'incidents se situant dans les préfectures de la Haute-Kotto (Bria), la Ouaka (Bambari), de Mbomou (Bangassou), de Haut-Mbomou (Obo/Zemio), de l'Ouham (Bossangoa), de Nana-Grebizi (Kaga Bandoro) et de l'Ouham-Pende (Paoua), selon le directeur de la Division des droits de l'homme de la MINUSCA, Musa Yerro Gassama, mettant un accent particulier a été mis sur les violences sexuelles liées aux conflits, ainsi que sur la situation des enfants associés aux groupes armés. « Ces violations figurent parmi les plus récurrentes, avec comme principaux auteurs les groupes armés et les agents de l'État », a-t-il poursuivi.



Devant ces défis qui concernent en grande partie aussi la situation des enfants enrôlés dans les groupes armés, se dégagent, cependant, des avancées notables effectuées par la MINUSCA en faveur desdits enfants, a indiqué l'officier de protection de l'Enfant à la MINUSCA, Ange Francois Atta. « Il s'agit, notamment, de la nomination de points focaux au sein des groupes armés Union pour la



paix en Centrafrique (UPC) et Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) pour s'assurer de l'application effective de l'engagement pris lors du forum national de Bangui ; de la mise en œuvre d'un projet de plan d'action avec les groupes Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC), UPC et FPRC ; et enfin, la séparation de 1.816 enfants d'avec les groupes armés en 2017 », a-t-il fait savoir.

Depuis 2015, la MINUSCA organise, sur une base trimestrielle, une rencontre avec les membres du Corps diplomatique accrédités en RCA, les organisations sous régionales et internationales, dont la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CE-EAC) et l'Union africaine (UA), ainsi que les agences du système des Nations Unies, aux fins d'harmoniser les informations de terrain, défis et perspectives en matière de promotion des droits de l'homme en République centrafricaine.

À l'issue de la rencontre qui s'est voulue interactive, les diplomates n'ont pas hésité à faire des propositions quant à la justice transitionnelle, au vetting ou encore à l'établissement d'un environnement légal plus protecteur. ■



# UNE CAMPAGNE CONTRE LES MESSAGES DE HAINE EN RCA

**NON HAINE VIOLENCE**

**QUI INCITE À LA HAINE, DÉTRUIT LA COHÉSION SOCIALE**



La MINUSCA et le Haut Conseil de la Communication (HCC) préparent le lancement, début juin 2018, d'une campagne de sensibilisation contre les messages haineux et de lutte contre l'incitation aux violences et la stigmatisation. L'objectif de cette initiative est de proposer un programme national qui sera soumis à l'appréciation des autorités centrafricaines.

En effet, la lutte contre les messages haineux est au centre de la résolution 2399 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui demande au Groupe d'experts sur la République centrafricaine de « recueillir, en coopération avec la MINUSCA, tout élément attestant d'actes d'incitation à la violence, en particulier à motivation ethnique ou religieuse, qui compromettent la paix, la stabilité ou la sécurité en République centrafricaine et permettant d'identifier les auteurs de tels actes, et en rendre compte au Comité » des sanctions de l'ONU.

Il est à noter que campagne de sensibilisation contre les messages haineux et de lutte contre l'incitation aux violences et la stigmatisation est le fruit du partenariat entre la MINUSCA, le HCC, les leaders religieux et politiques ainsi que la société Civile, la RJDH, les media et les organes de régulation. ■

## DES KITS DE CONSTAT ET DES REGISTRES POUR REDUIRE LES ACCIDENTS DE LA ROUTE



### BRÈVES

■ **LA MINUSCA A SALUÉ L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR L'ADOPTION**, le mardi 29 mai, de la loi portant Règlement de Procédure et de Preuves devant la Cour Pénale Spéciale, à l'occasion de la session parlementaire. Cette adoption constitue un pas supplémentaire en vue de l'opérationnalisation de la Cour, a soutenu la Mission.

■ **DANS LE CAMP DE DÉPLACÉS DU PETIT SÉMINAIRE DE BANGASSOU**, un poste de police avancé a été installé le 25 mai 2018. Il est tenu conjointement par la Police de la MINUSCA et des gendarmes centrafricains. Les habitants du camp et leurs responsables ont salué cette initiative qui, selon eux, permettra d'exposer plus facilement les problèmes liés à leur sécurité. L'installation des postes de police avancés a débuté en janvier 2018 à Bambari et se poursuivra très prochainement à Bria.

**L**es Forces de sécurité intérieure (FSI) centrafricaines ont réceptionné, le 17 mai 2018, un lot de matériel spécifiques et techniques de constat d'accidents de la sécurité routière et de registres de bureau. Une action qui s'inscrit dans le cadre d'une vaste campagne Gouvernement-MINUSCA dédiée à réduire les accidents de la route.

La remise officielle dudit matériel s'est tenue à la direction générale de la Gendarmerie nationale en présence du chef du Pilier développement de la composante police de la MINUSCA, le Colonel Taciano Alfredo Teixeira Correia, du Directeur général adjoint de la Gendarmerie nationale, le Lieutenant-colonel Bruno Ouayolo, du Directeur général de la Police nationale, Ephrem Gosta, et de la présidente de l'ONG Thabita,

partenaire d'exécution du projet, Suzanne Babou.

Cette cérémonie était l'aboutissement de deux projets relatifs au renforcement des capacités des forces de sécurité intérieure : le premier qui était d'équiper 30 unités FSI en registres de bureaux, et le second qui consistait à approvisionner en kits de constat d'accidents de la route 15 autres unités FSI, le tout pour un montant global de 2.928.000 CFA.

Le mandat de la MINUSCA prévoit le renforcement et l'aide à la restructuration de l'appareil policier centrafricain pour soutenir l'Etat dans l'accomplissement de ses missions régaliennes, afin de lui permettre d'assurer la protection des personnes et des biens, le maintien de l'ordre public et de lutter contre l'insécurité, la délinquance et la criminalité organisée. ■

## DES VOLONTAIRES DE L'ONU AU CHEVET DES ENFANTS MALADES DE BAMBARI



**A** l'occasion de la Journée internationale des Casques bleus, célébrée, le 29 mai 2018, sous le thème « Service et Sacrifice », les Volontaires des Nations Unies (VNU) travaillant au sein de la MINUSCA ont tenu à apporter un peu de sourire à une cinquantaine d'enfants internés à l'Hôpital régional universitaire de Bambari, en leur procurant divers effets vestimentaires.

« Les Volontaires des Nations Unies ont tenu à travers ces dons à manifester leur solidarité aux enfants vulnérables et à leurs parents, particulièrement dans

le contexte sécuritaire difficile de Bambari où de nombreuses familles ont encore perdu tous leurs biens dans les récentes violences », a fait valoir, au nom des VNU, Benoît Gohoun, officier de l'Information publique à la MINUSCA.

Touchés par le geste, les parents des enfants hospitalisés au bloc pédiatrique ont fait part de leur gratitude. « Votre geste nous apporte beaucoup de réconfort ; vous redonnez du sourire à nos enfants. »

Pour sa part, le Directeur par intérim de l'Hôpital régional universitaire, Dr Josué Pierre Kinima, a ainsi salué la spontanéité de ce

geste : « l'action des VNU vient à point pour soulager les parents et les enfants de la maternité et du service pédiatrique de notre établissement hospitalier ». Il a souligné, par ailleurs, que « notre vœu est que vous étendiez ce genre d'initiatives à plus d'enfants défavorisés dans le pays. »

Une vingtaine de Volontaires intervient à la MINUSCA et dans les agences du système des Nations unies à Bambari et dans la préfecture de la Ouaka. Ils travaillent dans plusieurs domaines dont la santé, la communication et la sensibilisation, la logistique, les droits de l'Homme, le genre, la protection des enfants. ■

# ULTIME HOMMAGE AU MAITRE-PRINCIPAL ELOUNDOU ELOUNDOU DU CONTINGENT CAMEROUNAIS



« Nous sommes une famille. Et c'est à ce titre que nous sommes rassemblés aujourd'hui pour rendre un dernier hommage à l'un des nôtres qui s'en est allé. » C'est en ces termes que s'est exprimé le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, Parfait Onanga-Anyanga, lors de la cérémonie d'hommage organisée, le 17 mai 2018 au quartier général de la MINUSCA, en la mémoire du Maître-Principal Hervé Jovial Eloundou Eloundou, du contingent camerounais, décédé le 28 avril 2018 à Yaoundé.

Ont pris part à cette cérémonie l'ambassadeur du Cameroun en République centrafricaine, Nicolas Nzoyoum, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Najat Rochdi, le Commandant de la Force de la MINUSCA, le général Balla Keita, le commissaire de la composante Police, le général de Brigade Roland Zamora, des chefs de département, ainsi que plusieurs membres des person-

nels civil et militaire de la Mission.

Le regretté Casque bleu était infirmier diplômé d'État et « a joué un rôle important et actif au sein de l'hôpital de niveau 1 de la MINUSCA à Bossangoa où il exerçait comme infirmier et réanimateur », a témoigné le commandant du contingent du Cameroun, le colonel Michael Ekwaingen, saluant l'engagement d'un « militaire exemplaire, très discipliné et sociable. »

Présentant les condoléances de toute la famille ONU à la famille du disparu, à son pays et à son contingent encore en service à la MINUSCA, le Représentant spécial a profité de l'occasion pour « reconnaître le courage et le sacrifice de tous les casques bleus » en mission en terre centrafricaine. « Aucun sacrifice ne sera vain », a-t-il promis.

Agé de 43 ans, Herve Jovial Eloundou Eloundou s'est éteint, laissant derrière lui une épouse et cinq enfants. ■



# MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE

Your one-stop source for news and information about Central African Republic and the UN. Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur la Centrafrique et les Nations Unies. Disponible sur smartphones



UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

Découvrez le nouveau site Internet de la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission in the Central African Republic

## <https://minusca.unmissions.org>

<https://facebook.com/minusca.unmissions>

[https://twitter.com/UN\\_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)

<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>